

Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Comptes rendus économique,
de la révision stratégique des
programmes et financier

Troisième trimestre 2017–2018

**Comptes rendus économique, de la révision stratégique des programmes et financier
Troisième trimestre 2017–2018**

Publié par :

Conseil du Trésor et Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Janvier 2018

Traduction :

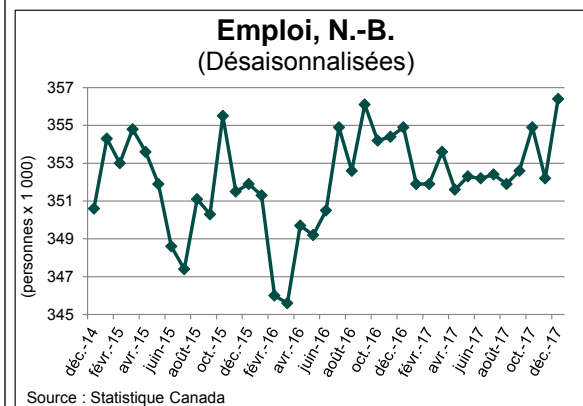
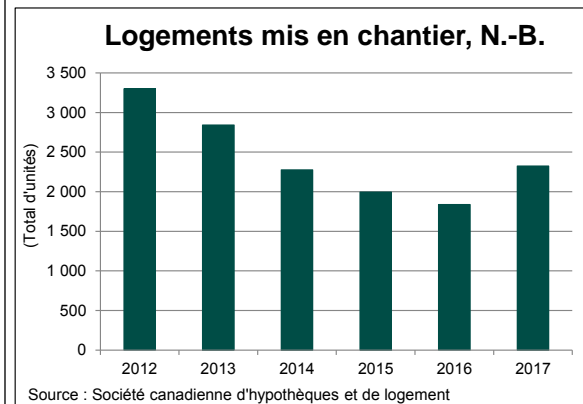
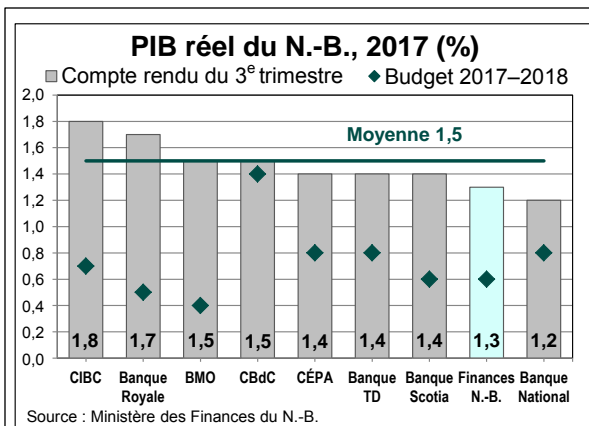
Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1876-2



Pensez à recycler!

Compte rendu économique de 2017



Perspectives économiques du Nouveau-Brunswick

	2015	2016	2017
PIB réel	2,4	1,2	1,3 ^P
Dépenses de consommation finale des ménages	1,8	2,7	3,2 ^P
Revenu primaire des ménages	1,0	3,9	2,5 ^P
Emploi	-0,6	-0,1	0,4
Taux de chômage (%)	9,8	9,5	8,1
Indice des prix à la consommation	0,5	2,2	2,3 ^P

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.
P = Prévisions
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 19 janvier 2018

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,6 % en 2017, inchangée depuis la publication de la mise à jour économique et financière du deuxième trimestre.

- Aux États-Unis, la croissance annualisée du PIB réel a augmenté à un taux annualisé de 3,2 % au troisième trimestre, le rythme d'expansion le plus fort depuis 2015. Malgré cette hausse d'activité économique, le FMI maintient son rythme de croissance prévu de 2,2 % pour 2017.

- La Banque du Canada prévoit une croissance de 3,0 % en 2017 et signale que l'économie canadienne tourne près de sa capacité. Après une forte performance pendant la première moitié de l'année, la croissance économique a été modérée au troisième trimestre.

- Le ministère des Finances a revu à la hausse ses prévisions concernant l'économie provinciale et projette maintenant un PIB réel de 1,3 % pour 2017. Le consensus des prévisionnistes du secteur privé a également augmenté, faisant désormais état d'une croissance de 1,5 %.

- La performance économique du Nouveau-Brunswick a surpassé les attentes, grâce à une croissance vigoureuse dans les exportations, particulièrement dans la première moitié de l'année, ainsi qu'à une augmentation de la construction d'habitations neuves et des dépenses des consommateurs en raison d'une croissance de l'emploi et du revenu.

- L'augmentation totale de l'emploi a augmenté de 0,4 % en 2017. La croissance de l'emploi à temps plein a augmenté de 1,8 % (+5 400 emplois) et a été suffisante pour compenser une baisse de 7,3 % (-4 000 emplois) en emploi à temps partiel. Les deux secteurs produisant des biens et des services ont enregistré des gains d'emplois de 0,7 et 0,4 %, respectivement.

- Les exportations ont augmenté de 19,1 % pour la période de 11 mois prenant fin en novembre. Cette croissance a été principalement alimentée par les produits pétroliers raffinés, qui ont enregistré des gains de 33,7 %. D'autres points positifs comprennent les exportations des produits de la mer et des produits d'usines de pâte à papier.

- Les mises en chantier ont bondi de 26,4 %, passant à 2 324 unités d'habitation en 2017, la première augmentation depuis 2010. Les gains ont été les plus marqués à Moncton et à Saint John.

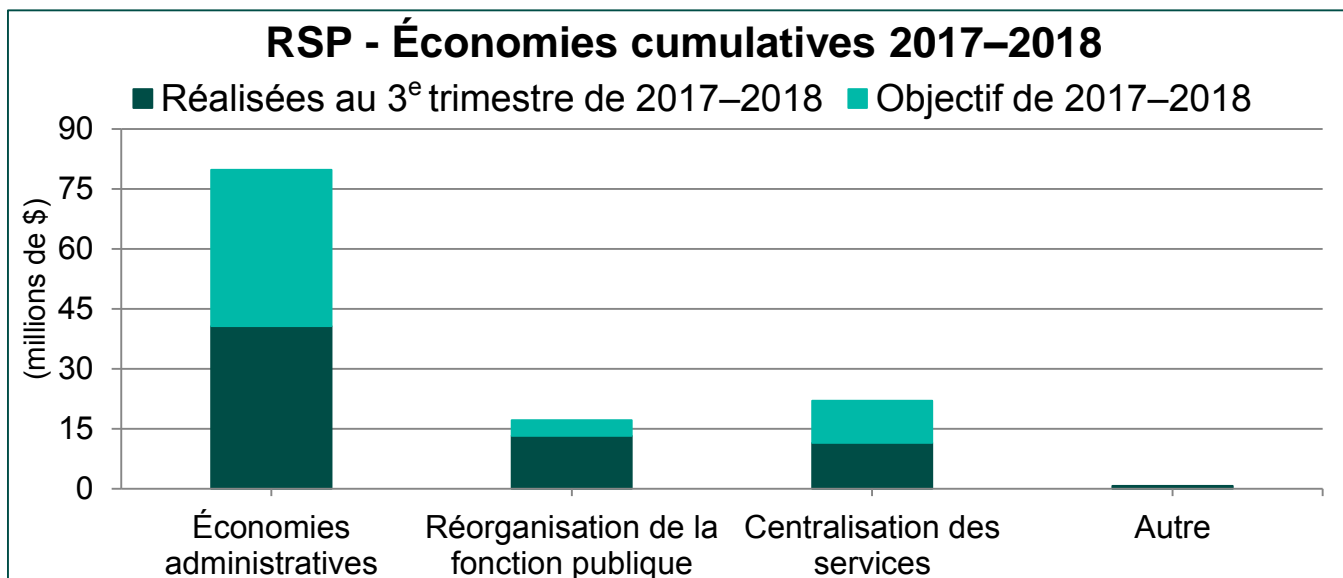
- Les ventes au détail continuent d'afficher une croissance vigoureuse en se matérialisant par un gain de 7,0 % enregistré à la fin du mois d'octobre.

Compte rendu de la révision stratégique des programmes

- La révision stratégique des programmes (RSP) était un processus inclusif et transparent grâce auquel nous avons sollicité les commentaires du public afin d'aider à trouver les économies et les recettes dans le but d'éliminer le déficit de la province.
- Selon les données du troisième trimestre, les économies cumulées prévues d'ici le 31 mars 2018 s'élèveront à environ 203 millions de dollars. D'autres économies seront réalisées au fur et à mesure que les projets seront mis en œuvre.
- Le gouvernement est sur la bonne voie pour réaliser 86,4 % des économies cumulées de 235 millions de dollars qu'il vise pour l'exercice financier de 2017–2018. Les écarts importants comprennent ce qui suit :
 - Élimination de l'allocation de retraite pour les unités de négociation (18 millions de dollars en moins) : le gouvernement n'a pas le pouvoir constitutionnel d'éliminer cet avantage de façon unilatérale. Son mandat de négociation comprend plutôt des dispositions qui lui permettent d'offrir des augmentations supplémentaires de salaire en échange de l'élimination de cet avantage. Plusieurs syndicats ont accepté cette offre. Les grandes unités de négociation ont choisi toutefois de maintenir l'avantage en négociant des ententes contractuelles.
 - Centralisation des services communs (9 millions de dollars en moins) : principalement dû à une double prise en compte des économies liées à l'approvisionnement au sein des initiatives du processus de RSP.
 - Éducation et Développement de la petite enfance (3,5 millions de dollars en moins) : le Nouveau-Brunswick a accueilli le plus grand nombre de réfugiés syriens par habitant parmi toutes les provinces. Par conséquent, la population étudiante est plus élevée que prévu et un nombre plus grand que prévu d'enseignants a été engagé en prévision des retraites.
- D'ici 2020, la révision stratégique des programmes devrait rapporter 296 millions de dollars en réduction des dépenses et 293 millions de dollars en mesures productrices de recettes, soit un montant total de 589 millions de dollars.

Révision stratégique des programmes – Prévisions du troisième trimestre (en milliers de dollars)

Initiatives axées sur les économies	Réalisations à ce jour 2017–2018	Objectif pour 2017–2018	Prévisions pour 2017–2018	Objectif pour 2020–2021	Prévisions pour 2020–2021
Économies (2015–2016)	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$
Économies administratives	40 680 \$	79 770 \$	56 566 \$	102 145 \$	102 145 \$
Réorganisation de la fonction publique	13 338 \$	17 199 \$	18 598 \$	24 959 \$	24 959 \$
Centralisation des services	11 503 \$	22 090 \$	12 032 \$	52 125 \$	52 125 \$
Autre	784 \$	743 \$	743 \$	1 262 \$	1 262 \$
Total	181 505 \$	235 002 \$	203 139 \$	295 691 \$	295 691 \$



- Économies administratives** : Voici certains des projets : administration du mandat fiscal municipal (2 millions de dollars), élimination du partage des recettes municipales provenant des amendes (1,5 million de dollars), normalisation des processus budgétaires (1,4 million de dollars) et conformité avec la politique de jours/lits vacants (800 000 \$). Grâce à des gains d'efficacité généraux réalisés au chapitre de l'administration, au moyen de mesures qui ont permis d'avoir le nombre idéal de lignes téléphoniques, d'ordinateurs et d'abonnements, et grâce à l'amélioration continue des processus, des économies de 35 millions de dollars ont été générées.
- Réorganisation de la fonction publique** : Voici certains des projets : réforme du ministère des Transports et de l'Infrastructure (9,8 millions de dollars) et redimensionnement de la fonction publique, notamment au moyen de la combinaison de postes et de l'élimination des postes qui n'étaient pas nécessaires (3,6 millions de dollars).
- Centralisation des services** : Voici certains des projets : centralisation des services communs au sein de Service Nouveau-Brunswick (9,7 millions de dollars), consolidation des services de laboratoire (600 000 \$), centralisation des services du registre foncier (400 000 \$) et des services des ressources humaines (300 000 \$).
- Autre** : Voici certains des projets : fermetures de centre d'information aux visiteurs (195 000 \$) et application des lois sur les véhicules hors route (150 000 \$).

Compte rendu financier de 2017–2018

D'après l'information du troisième trimestre, il y a un déficit projeté de 115,2 millions de dollars pour 2017–2018. Il s'agit d'une amélioration de 76,7 millions de dollars par rapport au déficit budgété de 191,9 millions de dollars.

Bilan financier du troisième trimestre			
(en millions de dollars)	Budget de 2017–2018	Prévision du troisième trimestre de 2017–2018	Écart par rapport au budget
Recettes	9 188,7	9 263,0	74,3
Charges	9 380,6	9 378,2	(2,4)
Excédent (Déficit)	(191,9)	(115,2)	76,7

La dette nette devrait augmenter de 272,9 millions de dollars, ce qui constitue une amélioration de 89,2 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires initiales.

Recettes :

Les recettes dépassent de 74,3 millions de dollars les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 102,9 millions de dollars en raison des prévisions nationales relatives au revenu imposable des sociétés, sur lesquelles les paiements sont calculés, et un grand rajustement positif d'année antérieure prévu pour 2016 reflétant les évaluations actuelles.
- Les recettes diverses sont en hausse de 42 millions de dollars, surtout à cause des recouvrements associés à la TVH, de l'augmentation des recettes des régies régionales de la santé et d'autres comptes divers dans les ministères.
- Les recettes tirées de la taxe de vente harmonisée ont augmenté de 31,4 millions de dollars reflétant les estimations fédérales officielles reçues en décembre 2017.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 8,6 millions de dollars en raison de recouvrements plus élevés que prévu au titre des programmes d'emploi fédéraux et du nouveau Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants.
- Les ventes de biens et de services affichent une hausse de 6,7 millions de dollars attribuable surtout aux redevances au titre du recouvrement plus élevées que prévu du ministère de la Santé et aux recettes accrues des régies régionales de la santé, contrebalancées par divers autres comptes dans les ministères.
- Les recettes des loteries et des jeux ont augmenté de 5,4 millions de dollars en raison de recettes plus fortes que prévu du programme de loterie vidéo.
- Des hausses de 5,4 millions de dollars ont été enregistrées au titre des licences et permis, principalement en raison des recettes accrues prévues par la *Loi sur les véhicules à moteur*.
- Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 76 millions de dollars en raison du faible rendement de l'impôt sur le revenu en 2016, rendement qui se répercute sur l'année précédente et sur l'assiette prévue de l'année en cours.
- Comme la Société d'énergie du Nouveau-Brunswick et la Société des alcools du Nouveau-Brunswick prévoient un bénéfice net plus faible, le rendement des investissements accuse un recul de 26,3 millions de dollars. La Société d'énergie du Nouveau-Brunswick prévoit que son bénéfice net diminuera de 22 millions de dollars, surtout en raison de faibles niveaux d'eau pour la production d'hydroélectricité. La Société des alcools du Nouveau-Brunswick prévoit pour sa part que la réduction du prix de certaines bières réduira son bénéfice net de 3,9 millions de dollars.
- Les recettes des organismes de services spéciaux ont diminué de 18,1 millions de dollars en raison des délais encourus dans le Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées de Chantiers Canada.
- Les recettes provenant de la taxe sur le tabac sont en baisse de 7 millions de dollars en raison de volumes de vente moins élevés que prévu.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial ont enregistré une baisse de 5 millions de dollars en raison de l'assiette fiscale moins élevée que prévu.

Charges :

Selon les prévisions, le total des dépenses sera inférieur de 2,4 millions de dollars au montant prévu dans le budget. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les comptes des organismes de services spéciaux ont diminué de 26,8 millions de dollars en raison des délais encourus dans le Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées de Chantiers Canada.

- Le service de la dette est inférieur de 18 millions de dollars en raison des taux d'intérêt et du refinancement d'un contrat de location-acquisition plus faibles que prévu.
- Les charges inscrites au compte du capital sont inférieures de 17,3 millions de dollars aux prévisions budgétaires en raison des dépenses plus faibles de la Société de développement régional.
- Les dépenses du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance sont inférieures de 4,1 millions de dollars au montant inscrit au budget, compte tenu des coûts plus faibles des districts scolaires.
- Le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux assume des charges supplémentaires de 3,7 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, surtout en raison des dépenses imprévues associées aux ajustements de l'impôt foncier des municipalités et des communautés rurales.
- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique assume des charges supplémentaires de 4,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont surtout attribuables aux dépenses supplémentaires engagées au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe après la tempête de verglas de 2017. Elles sont compensées en partie par des recouvrements accrus auprès du gouvernement fédéral.
- Le ministère des Transports et de l'Infrastructure projette des charges supplémentaires de 5 millions de dollars au titre du programme d'entretien en hiver en raison de la température prévue.
- Le ministère du Développement de l'énergie et des ressources assume des charges supplémentaires de 6,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, principalement en raison de l'achat de données cartographiques LiDAR, de l'augmentation des paiements de redevance versés aux Premières Nations et de la hausse des coûts associés à l'extinction des incendies. Des recettes supplémentaires compensent partiellement ces dépenses.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail assume des charges supplémentaires de 7 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont principalement attribuables aux dépenses supplémentaires des programmes d'emploi résultant d'une augmentation prévue du financement du gouvernement fédéral.
- Le ministère de la Santé assume des charges supplémentaires de 7,7 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, principalement en raison des charges plus élevées que prévu au titre du régime d'assurance-maladie, charges qui sont en partie compensées par les dépenses plus basses que prévu au titre d'autres programmes.
- Le ministère du Développement social assume des charges supplémentaires de 12,6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Ces charges sont dues surtout à l'augmentation des coûts du programme des services de logement (en partie compensés par des charges plus faibles inscrites au compte à but spécial) et aux dépenses accrues au titre du Programme de soutien aux personnes ayant un handicap et au programme des services des foyers de soins.
- La Société de développement régional assume des charges de 18,3 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Le dépassement est attribuable à l'accélération du financement de projets dans le cadre de diverses initiatives.
- Le gouvernement général assume des charges supplémentaires de 18,3 millions de dollars principalement en raison d'une plus grande responsabilité à cause des travailleurs accidentés.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMPTE RENDU FINANCIER
Milliers
\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 2^e trimestre	2017–2018 Prévisions du 3^e trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes				
Compte ordinaire.....	8 749 709	8 773 749	8 844 074	94 365
Compte de capital.....	34 663	31 633	32 868	(1 795)
Compte à but spécial.....	79 505	78 858	79 375	(130)
Organismes de services spéciaux.....	135 916	138 003	117 772	(18 144)
Gains du fonds d'amortissement.....	188 900	188 900	188 900	0
Recettes totales.....	9 188 693	9 211 143	9 262 989	74 296
Charges				
Compte ordinaire.....	8 523 323	8 522 173	8 573 350	50 027
Compte de capital.....	163 698	143 443	146 409	(17 289)
Compte à but spécial.....	94 666	86 813	86 238	(8 428)
Organismes de services spéciaux.....	138 149	135 434	111 378	(26 771)
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	460 802	458 649	460 840	38
Charges totales.....	9 380 638	9 346 512	9 378 215	(2 423)
Excédent (Déficit).....	(191 945)	(135 369)	(115 226)	76 719

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE

Milliers

\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	2017–2018 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(13 997 406)	(13 826 996)	(13 826 996)	170 410
Changements durant l'exercice				
Excédent (Déficit).....	(191 945)	(135 369)	(115 226)	76 719
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(630 925)	(621 237)	(618 465)	12 460
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>460 802</u>	<u>458 649</u>	<u>460 840</u>	<u>38</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(362 068)	(297 957)	(272 851)	89 217
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	<u>(14 359 474)</u>	<u>(14 124 953)</u>	<u>(14 099 847)</u>	<u>259 627</u>

Au deuxième trimestre, la dette nette au début de l'exercice a été mise à jour afin de tenir compte de la dette nette en fin d'exercice qui a été publiée dans les états financiers consolidés de 2016-2017 (Comptes publics - Volume I).

ANNEXE A

RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	2017-2018 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Taxes et impôts				
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 681 000	1 631 000	1 605 000	(76 000)
Impôt sur le revenu des corporations.....	334 400	390 000	437 300	102 900
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1 000	1 900	2 500	1 500
Impôt foncier provincial.....	515 000	510 000	510 000	(5 000)
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit..	1 418 600	1 418 600	1 450 000	31 400
Taxe sur l'essence et les carburants.....	286 000	286 000	286 000	0
Taxe sur le tabac.....	164 000	160 000	157 000	(7 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	420	420	470	50
Taxe sur les primes d'assurance.....	55 600	55 600	55 900	300
Taxe sur le transfert de biens réels.....	23 000	25 000	27 000	4 000
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	27 000	0
Pénalités et intérêts.....	13 000	12 000	13 000	0
Total partiel - taxes et impôts.....	4 519 020	4 517 520	4 571 170	52 150
Produits de placements.....	282 686	253 919	256 376	(26 310)
Licences et permis.....	151 838	156 913	157 201	5 363
Vente de biens et services.....	432 158	436 355	438 865	6 707
Recettes des loteries et des jeux.....	152 457	155 816	157 863	5 406
Redevances.....	70 280	69 730	74 100	3 820
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 215	7 519	6 905	(1 310)
Recettes diverses.....	82 379	121 071	124 393	42 014
Total - recettes de provenance interne.....	5 699 033	5 718 843	5 786 873	87 840
Subventions inconditionnelles – Canada				
Paiements de péréquation.....	1 760 300	1 760 300	1 760 300	0
Transfert canadien en matière de santé.....	768 400	770 500	770 453	2 053
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	284 400	285 100	285 131	731
Autres.....	1 866	1 866	1 866	0
Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....	2 814 966	2 817 766	2 817 750	2 784
Subventions conditionnelles – Canada.....	246 938	253 211	255 510	8 572
Total - subventions du Canada.....	3 061 904	3 070 977	3 073 260	11 356
Total partiel.....	8 760 937	8 789 820	8 860 133	99 196
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(16 071)	(16 059)	(4 831)
Recettes au compte ordinaire.....	8 749 709	8 773 749	8 844 074	94 365

ANNEXE B

CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	2017-2018 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget	%
MINISTÈRE					
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	33 532	33 285	33 285	(247)	-0,7 %
Assemblée législative.....	21 696	22 563	22 452	756	3,5 %
Autres organismes.....	369 188	371 135	365 394	(3 794)	-1,0 %
Bureau du Conseil exécutif.....	11 938	11 938	11 938	0	0,0 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	18 293	18 293	18 293	0	0,0 %
Conseil du trésor.....	16 417	16 167	16 124	(293)	-1,8 %
Développement de l'énergie et des ressources.....	102 422	108 434	108 753	6 331	6,2 %
Développement social.....	1 168 418	1 183 294	1 181 018	12 600	1,1 %
Éducation et Développement de la petite enfance....	1 188 434	1 186 850	1 184 292	(4 142)	-0,3 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	619 639	628 166	626 603	6 964	1,1 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	140 298	143 980	143 980	3 682	2,6 %
Finances.....	10 514	10 514	10 514	0	0,0 %
Gouvernement général.....	792 395	765 550	810 740	18 345	2,3 %
Justice et Sécurité publique.....	228 581	230 432	232 853	4 272	1,9 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	45 421	45 215	45 410	(11)	0,0 %
Santé.....	2 657 185	2 664 626	2 664 889	7 704	0,3 %
Service de la dette publique.....	701 000	691 000	683 000	(18 000)	-2,6 %
Société de développement régional.....	64 355	64 355	82 680	18 325	28,5 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	60 184	60 359	60 359	175	0,3 %
Transports et Infrastructure.....	302 109	302 109	307 109	5 000	1,7 %
Total partiel.....	8 553 617	8 559 863	8 611 284	57 667	0,7 %
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(19 066)	(19 019)	(18 975)	91	-0,5 %
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(18 671)	(18 959)	(7 731)	68,9 %
Charges au compte ordinaire.....	8 523 323	8 522 173	8 573 350	50 027	0,6 %

ANNEXE C

DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 2 ^e trimestre	2017–2018 Prévisions du 3 ^e trimestre	Écart par rapport au budget
Investissements en capital ordinaires				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	100	100	100	0
Assemblée législative.....	450	450	130	(320)
Développement de l'énergie et des ressources.....	2 900	1 200	1 135	(1 765)
Développement social.....	5 200	4 000	4 000	(1 200)
Éducation et Développement de la petite enfance.....	43 067	45 861	44 372	1 305
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	5 695	5 695	5 495	(200)
Justice et Sécurité publique.....	114	114	114	0
Santé.....	95 808	92 170	92 267	(3 541)
Société de développement régional.....	14 100	14 100	14 100	0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	3 920	3 920	3 920	0
Transports et Infrastructure.....	394 837	395 391	398 388	3 551
Investissements en capital ordinaires.....	566 191	563 001	564 021	(2 170)
Initiative en matière d'infrastructure stratégique				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	500	500	500	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	40 540	37 628	38 689	(1 851)
Santé.....	13 883	1 700	381	(13 502)
Société de développement régional.....	78 370	63 370	63 370	(15 000)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	6 650	6 650	6 650	0
Transports et Infrastructure.....	19 275	24 806	26 214	6 939
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	20 250	20 250	20 250	0
Initiative en matière d'infrastructure stratégique.....	179 468	154 904	156 054	(23 414)
Recouvrements.....	29 898	27 756	25 824	(4 074)
Total - Dépenses en capital.....	775 557	745 661	745 899	(29 658)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(611 859)	(602 218)	(599 490)	12 369
Dépenses au compte de capital.....	163 698	143 443	146 409	(17 289)